

Penser l'histoire du mouvement étudiant au Québec : sous les lieux communs, un chantier

Daniel Poitras

Volume 17, Number 1, 2014

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1028639ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1028639ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Globe, Revue internationale d'études québécoises

ISSN

1481-5869 (print)

1923-8231 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this note

Poitras, D. (2014). Penser l'histoire du mouvement étudiant au Québec : sous les lieux communs, un chantier. *Globe*, 17(1), 199–228.
<https://doi.org/10.7202/1028639ar>

NOTE CRITIQUE

✦ ✦

PENSER L'HISTOIRE DU MOUVEMENT ÉTUDIANT AU QUÉBEC : SOUS LES LIEUX COMMUNS, UN CHANTIER

DANIEL POITRAS

CEVIPOF (Sciences Po, Paris)

✦ ✦

Le mouvement de 2012 déclenché par la grève étudiante au Québec nous a donné une autre occasion de voir à quel point la « mise en histoire » d'un objet comme le mouvement étudiant demeurerait largement liée aux lieux d'expérience d'un chercheur. Plus que d'autres, cet objet est particulièrement révélateur à la fois d'une inscription générationnelle et de postulats scientifiques, sociaux ou politiques. Sa proximité prend plusieurs formes selon l'observateur : temporelle, à travers les souvenirs (de militant, de sympathisant) ; idéologique, selon le rôle global donné au mouvement étudiant ; éthique, en ce qui concerne, notamment, la désobéissance publique ou la violence. Cette proximité est encore renforcée par l'expérience de chacun avec la « jeunesse », qu'il s'agisse de la sienne (remémorer ou idéaliser) ou de celle perçue en tant que parent, téléspectateur, éducateur, etc. Cette familiarité, au fil du temps, en vient à constituer un stock de repères mémoriels (personnels et collectifs). Latents et parfois enfouis, ceux-ci s'actualisent vivement lorsqu'éclate un événement d'ampleur impliquant les étudiants.

Qu'on les maudisse ou les acclame, ces événements favorisent, dans une province portée au consensus, l'éclosion de débats/combats publics qui stimulent la réflexivité citoyenne.

Or cette proximité de l'observateur et de son objet, si elle génère parfois des hypothèses neuves, n'est pas toujours féconde pour la recherche. Qu'il s'agisse du transfert enthousiaste d'espairs révolutionnaires sur le dos des étudiants ou de réactions épidermiques face au « désordre » ou aux « grossières indécences » de la jeunesse, plusieurs chercheurs se laissent prendre au jeu et instrumentalisent l'histoire du mouvement étudiant. C'est le cas du livre de Marc Simard, *Histoire du mouvement étudiant québécois 1956-2012. Des trois braves aux carrés rouges* (Québec, Presses de l'Université Laval, 2013), que j'examinerai dans la première partie de cette note critique. La deuxième partie, programmatique, est d'une autre mouture : j'y grouperai, autour de quatre horizons de la recherche, des thèmes et des problématiques susceptibles d'élargir le champ d'études sur l'histoire du mouvement étudiant. Il faut cependant prendre « programmatique » avec des pincettes. On ne trouvera pas ici un projet particulier, bien ficelé et cohérent, ni encore une liste exhaustive des travaux effectués ou des recherches à entreprendre¹. Mais il semblait approprié, trois ans après 2012, de faire le point, d'autant plus que plusieurs travaux sont en cours sur le sujet.

DU PAIN, DU BEURRE ET DU CIRQUE

Un ouvrage de synthèse sur l'histoire du mouvement étudiant au Québec était une bonne idée, à condition, comme Marc Simard le mentionnait lui-même, d'inclure des « interprétations venant de tous les horizons ». Le lecteur opine : afin de réaliser un projet aussi ambitieux, s'élever un tant soit peu au-dessus de la mêlée est essentiel. De plus, l'auteur a un avantage : contrairement aux pionniers, il ne défriche pas un territoire vierge, il n'a pas l'excuse de bricoler une cabane au milieu de nulle part avec les moyens du bord. La littérature sur les mouvements étudiants, bien que relativement récente, a déjà donné des textes marquants. Un coup d'œil rapide confirme que ces interprétations ne sont pas absentes de l'ouvrage, mais, réalise-t-on



1. Mentionnons quelques bornes de ce travail qui tiennent, entre autres choses, à ma discipline (l'histoire), à la période de prédilection (les années 1950-1970), aux territoires (Québec, France, États-Unis), aux approches (histoire comparée, herméneutique des expériences du temps) et aux méthodes (analyse du discours plutôt que sociologie des organisations). Par ailleurs, je n'inclurai pas ici la plupart des études portant sur le mouvement de 2012 lui-même et dont la bibliographie est déjà impressionnante. Pour une vue d'ensemble, on consultera Oliver CLAIN, « Présentation : carrés rouges. Éléments de sociographie du mouvement de 2012 », *Recherches sociographiques*, vol. 54, n° 3, 2013, p. 399-417.

rapidement, elles y sont sous une forme pour ainsi dire frelatée : Marc Simard s'intéresse en fait assez peu aux « interprétations ». Peut-être est-ce pour mieux proposer des hypothèses neuves ? L'auteur a l'honnêteté d'admettre que ses obligations comme professeur au cégep ne lui ont pas laissé le temps de faire une étude originale.

Reste alors le format de la chronique, à quoi fait penser l'ouvrage (ponctué de tableaux) si on le feuillette rapidement. Mais Marc Simard a d'autres ambitions : s'il s'intéresse peu aux interprétations, il veut tout de même donner la sienne. Celle-ci sera cependant vite débordée par l'ampleur de la tâche ; comme la grenouille de la fable, le livre s'est pris pour un bœuf. Du petit essai sur le mouvement étudiant des années 1995 à 2012 qu'il aurait dû être – période où l'auteur est le plus à l'aise –, il a pris des proportions intenable, et ce, à cause même de son intention initiale, qui était de condamner le mouvement de 2012. Parfaite illustration de la réaction viscérale provoquée par les événements du « printemps érable », le livre respire plusieurs hantises, dont celle d'une société gangrenée par le radicalisme, celle d'un chaos social imminent, celle d'étudiants prenant en otage la collectivité et même celle d'un « coup d'État civil mené par la gauche et les indépendantistes » (p. 243). À chacun ses démons et ses marottes. L'ennui est que les envolées pamphlétaires de Marc Simard amenuisent comme une peau de chagrin le champ d'investigation, balisé en fin de compte par quatre « vérités » que nous regarderons de plus près : les étudiants militants sont coupés de la réalité ; leurs pratiques et leurs attentes sont largement irrationnelles ; la véritable nature et finalité de l'étudiant (et de l'université) est la préparation au marché du travail ; et la finalité normale (mais regrettable) du mouvement étudiant est corporatiste.

Dès les premières pages, on a un indice de l'approche « historique » de l'auteur, qui écarte d'emblée la question des *origines* du mouvement étudiant, considérée comme « totalement gratuit[e] » (p. 31). C'est pourtant cette question qui a suscité plusieurs interrogations fructueuses au cours des deux dernières décennies : le mouvement étudiant était-il politisé dès les années 1950 malgré la tutelle catholique ? À quel point les étudiants étaient-ils imprégnés des valeurs du catholicisme social à l'aube de la Révolution tranquille ? La guerre froide a-t-elle contribué au processus d'autonomisation du mouvement étudiant ou a-t-elle renforcé l'identification des étudiants à l'ouest chrétien ? La vie étudiante se résumait-elle alors à un « club de loisir » ou cette caractérisation est-elle issue d'une reconstruction mémorielle des étudiants engagés des années 1960 et 1970 ? Bien sûr, Marc Simard ne peut faire l'économie d'une assignation des caractéristiques fondamentales du

mouvement étudiant, ce qui influence sa représentation de ce qui est « normal » et « pathologique ». Sont ainsi considérées comme normales – bien que tristement égoïstes – les revendications concrètes et pécuniaires des étudiants, et comme pathologiques les actions et les attentes en dehors du cadre d'action d'un mouvement corporatiste, sinon d'un lobby. Cette polarité est étendue à toute l'histoire. Parmi les nombreuses variations sur ce thème :

La victoire des étudiants dans ce dossier [en 2012] démontre qu'un combat essentiellement corporatiste, mais appuyé sur une campagne visant à susciter l'empathie (l'endettement) et maquillé[*sic*] en cause sociale par l'utilisation de formules comme « Non à la marchandisation de l'éducation » [...] peut déboucher sur la victoire (p. 243).

Mais cette position pourtant limpide n'est jamais assumée par Marc Simard comme *une* interprétation parmi d'autres. Comme c'est souvent le cas lorsqu'un auteur dénie une posture interprétative, il compense en brandissant le référent du *réel* et son corollaire éthique : le *réalisme*. Cette approche permet à l'auteur, dans ce cas-ci, de s'appuyer sur l'individualisme radical et sur une logique instrumentale des moyens et des fins, ce qui a notamment pour effet de légitimer une vision du système d'éducation supérieure dont le but est l'insertion professionnelle, la productivité et la rentabilité. Par rapport à l'historiographie des mouvements étudiants ou sociaux, cette approche invite à miser sur l'agir rationnel d'acteurs aiguillonnés par l'*intérêt* et dont les stratégies visent strictement à faire triompher les visées particulières d'un groupe². Enfin, cette approche est renforcée par son inscription québécoise dans ce qu'on a nommé l'histoire révisionniste³, qui mise sur l'évacuation des bizarreries et des anomalies au profit de la normalisation d'un mouvement étudiant rivé (de fait ou en puissance) sur les besoins « réels » (économiques, techniques, professionnels) de la société.

Bien sûr, ce cadre privilégié par l'auteur laisse en plan une ribambelle de phénomènes touchant à l'expérience et à l'intentionnalité des acteurs en dehors des motivations professionnelles et économiques. Pour résoudre cette contradiction, Marc Simard attribue les expériences et les actions non corporatistes à une *minorité* d'étudiants qui, bien que déconnectée de la base, prend malheureusement une place démesurée dans le mouvement et dans l'opinion publique. Sur fond du vieux soupçon de la « trahison des élites », la

✦ ✦ ✦

2. Pour un survol, voir Doug MCADAM, John D. MCCARTHY, et Mayer N. ZALD (dir.), *Comparatives Perspectives on Social Movements*, Boston, Cambridge University Press, 1996.

3. Ronald Rudin a proposé le terme pour décrire l'entreprise de « normalisation » de l'histoire québécoise menée dans les années 1970 (Ronald RUDIN, *Faire de l'histoire au Québec*, Montréal, Septentrion, 1998).

thèse de l'américanité profonde du Québec est ainsi brandie pour exclure *manu militari* les pratiques et les visions du monde qui incommode l'auteur. Une fois les rangs éclaircis et l'odeur de soufre dispersée, il ne reste qu'une masse d'étudiants *lambda* largement silencieuse et, c'est bien comode, pétrissable par les processus dits objectifs de la modernité⁴.

Ce schéma à double entrée n'est pas sans provoquer des hésitations et des contradictions. Un exemple suffira. Dans le premier chapitre, en reconduisant le cliché d'une période pré-1958 où des étudiants apolitiques se seraient prélassés dans un club de loisir, Marc Simard se met dans une situation difficile pour expliquer l'embrayage « syndical » fulgurant du mouvement étudiant au début des années 1960⁵. Il a beau concéder plus loin que leur engagement datait en fait de quelques années, la formule qu'il emploie – « Quoi qu'il [*sic*] en soit, les étudiants ne vivent pas à l'écart du monde » (p. 39) – ne convainc pas ; la soudaine apparition des étudiants dans la cité demeure inexplicée. Nicole Neatby avait pourtant déjà mis en évidence les prolégomènes de l'activisme étudiant dans les années 1940 et 1950 en analysant les positions des étudiants « traditionalistes » et « modernistes⁶ ».

Mais Marc Simard ne tient pas à sortir de son schéma, qui s'accommode bien de la tripartition entre étudiants oisifs, besogneux et militants. Pour expliquer la prédominance des seconds et ensuite des derniers, l'auteur va recourir à l'une des premières versions du mythe de la Révolution tranquille, c'est-à-dire la supposée rupture radicale de la période 1960-1966. Faisant fi des riches travaux relativisant cette rupture et la périodisation faite *a posteriori* d'une « grande noirceur » et d'une « théocratie » à la québécoise⁷,



4. C'est d'ailleurs cette masse largement fantasmée qui grossit les rangs du bon sens et de l'ordre, comme en 2012 où, selon Marc Simard, dans les universités, « l'atmosphère est, *disent les témoins* [mais lesquels ?] à la guerre civile » (p. 222, nous soulignons).

5. Comme Paul Axelrod le rappelait, les étudiants des années 1950-1960 ont redécouvert le radicalisme sur le campus, mais ils ne l'ont pas inventé (Paul AXELROD, « Le mouvement étudiant dans les années trente au Canada », Raymond HUDON et Bernard FOURNIER (dir.), *Jeunesse et politique, vol. 2. Mouvements et engagements depuis les années trente*, Sainte-Foy/Paris, Presses de l'Université Laval/L'Harmattan, 1994, p. 119-161. Voir aussi Claude BÉLANGER, « Analyse de quelques thèmes dans le Quartier latin (1918-1945) », mémoire de maîtrise (histoire), Université d'Ottawa, 1970, et Jean-François LÉONARD et Janine DALLAIRE, « Analyse socio-politique de l'AGEUM de 1922 à 1968 », février 1969, Archives de l'Université de Montréal, Fonds de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal, p. 33).

6. Nicole NEATBY, *Carabins ou activistes ? L'idéalisme et la radicalisation de la pensée étudiante à l'Université de Montréal au temps du duplessisme*, Montréal, McGill-Queen's, 1997. Lorsque M. Simard daigne citer Nicole Neatby, il déforme ses propos. Alors que cette dernière distinguait entre étudiants « traditionalistes » et « modernistes », M. Simard sous-entend que Nicole Neatby les considérait tous comme des « réactionnaires » (p. 38).

7. L'un des premiers chez les historiens, Jean Hamelin a illustré la diversité du catholicisme au Québec (Jean HAMELIN, *Histoire du catholicisme québécois – le XX^e siècle-de 1940 à nos jours*, vol. 3, tome 2, Montréal, Boréal, 1985), alors que Jean-Philippe Warren et É.-Martin Meunier ont démontré

il fait de cette période un portail magique grâce auquel les étudiants seraient passés d'une « éthique de la soumission » à une « éthique de la responsabilité » (p. 47). Cette transition fulgurante permet de reconduire une représentation de la Révolution tranquille caractérisée par une ère de rationalisation de l'État, de volontarisme économique et d'apparente harmonie sociale, autant d'éléments susceptibles de plaire à Marc Simard⁸. À notre époque où l'État semble relégué au rôle d'acteur de second ordre et où les intérêts particuliers semblent prendre le dessus sur l'intérêt public, Marc Simard s'émeut de cette période de 1960-1966 où le mouvement étudiant contribuait positivement à la société en considérant l'éducation pour ce qu'elle est : une « clé vers le marché du travail ». Loin de rêver à la révolution, l'étudiant pesait sagement les « coûts *versus* bénéfiques » (p. 52).

Comme on le sait, cette saine évolution allait être malmenée par la radicalisation du mouvement étudiant à partir du milieu des années 1960. On a dit et redit que cette radicalisation s'expliquait ou bien par un contexte d'abondance – avec une jeunesse gâtée, oisive et donc, par ennui, sensible aux idées révolutionnaires –, ou bien par la crise économique, qui aurait noirci l'horizon professionnel et poussé certains à la rébellion ouverte. Marc Simard reprend ces thèses légèrement usées et avance que la crise de la fin des années 1960 provient d'une part d'un laxisme des adultes et du système par rapport à la jeunesse, d'autre part d'un défaut d'intégration économique et d'une « angoisse professionnelle » (p. 77). À défaut d'un emploi garanti, la jeunesse gronde. Mais pourquoi à ce moment en particulier et non pas durant les années 1980 et 1990, où l'avenir est bien plus bouché pour la nouvelle génération, ou encore durant les années 1956-1962, période où le taux de chômage est en hausse ? On pourrait multiplier ces exemples, qui font la vie dure à cette bonne vieille mécanique infrastructurelle. L'alternance des phases de contestation et de collaboration à l'État dans l'histoire du mouvement étudiant s'explique difficilement par le seul recours aux cycles économiques et aux débouchés professionnels.

✦ ✦ ✦

l'importance du personnelisme au tournant des années 1960 (Jean-Philippe WARREN et É.-Martin MEUNIER, *Sortir de la « Grande noirceur ». L'horizon « personneliste » de la Révolution tranquille*, Québec, Septentrion, 2002). Louise Bienvenue et Michael Gauvreau ont poursuivi cette démonstration dans deux livres importants (Louise BIENVENUE, *Quand la jeunesse entre en scène. L'Action catholique avant la Révolution tranquille*, Montréal, Boréal, 2003, et Michael GAUVREAU, *Les origines catholiques de la Révolution tranquille*, Montréal, Fides, 2008).

8. Voir Madeleine GAUTHIER, « Le mouvement étudiant des années 1960 comme aspect du mythe de la Révolution tranquille au Québec », Raymond HUDON et Bernard FOURNIER (dir.), *Jeunesse et politique...*, *op. cit.*

Si cet horizon apparemment fermé explique, concède Marc Simard, les dérives de la fin des années 1960, il ne les justifie pas. L'auteur est sans pitié pour les phénomènes relevant de ce qu'il appelle l'*irrationalité*. Polymorphe, celle-ci recouvre tout ce qui éloigne les étudiants du droit chemin menant à la vie privée et au travail. Passent ainsi au tordeur la spontanéité, l'ébauche d'un projet de société alternatif, la contestation, la créativité irrévérencieuse, la dramatisation, la violence, la mésentente, etc. Par exemple, devant l'esquisse d'un projet d'autogestion rédigé par les étudiants de l'École des beaux-arts à la fin des années 1960, l'auteur parle carrément d'un « délire » (p. 82). Choqué par le fait que des adultes se soient intéressés à ce type de projet, il les discrédite comme des victimes « hypnotisées par cette belle jeunesse » (p. 83). Il joue ainsi sur une autre thèse qui a la couenne dure : la radicalisation des étudiants comme résultat du laxisme et du jeunisme d'adultes mous et complaisants⁹. Il semblerait que ces diatribes sont en fait largement inspirées par ce que Marc Simard voit (et subit, de toute évidence) dans ses propres classes. C'est un véritable cri du cœur face à cette « génération *ego* », composée d'« accrocs aux gadgets électroniques », d'une « inculture abyssale » et à la « consommation outrancière » (p. 187). Alors que, vous savez, *dans le bon vieux temps...*

Voilà pour les étudiants fainéants et frivoles. Restent les autres, qui constituent le véritable danger : les militants. Pour les discréditer, Marc Simard évoque à plusieurs reprises l'influence pernicieuse et souterraine des idéologies de gauche sur le mouvement étudiant, communistes et anarchistes pêle-mêle¹⁰. Celles-ci ne sont pourtant pas appropriées de façon volontaire et stratégique par les étudiants, comme le laisserait supposer le postulat de l'action rationnelle et intéressée. Simard considère plutôt que les étudiants, impressionnables, ne parviennent pas à filtrer ces influences extérieures. D'un bout à l'autre du livre – qui date de 2013, rappelons-le –, une *ombre noire (et rouge)* pèse sur les étudiants. On apprend ainsi que les associations étudiantes furent « victimes de la manipulation opérée par les services secrets soviétiques » (p. 166), et ce, non pas en 1968, mais en 1983.

+ + +

9. Cette thèse a été popularisée par François Ricard (François RICARD, *La génération lyrique. Essai sur la vie et l'œuvre des premiers-nés du baby-boom*, Montréal, Boréal, 1994). Récemment, Jean-Philippe Warren l'a reprise telle quelle (Jean-Philippe WARREN, *Une douce anarchie. Les années 68 au Québec*, Montréal, Boréal, 2008).

10. Mathieu Houle-Courcelles et Jean-Philippe Warren avaient pourtant illustré la complexité de l'anarchisme au Québec, évidemment non assimilable aux courants marxistes (Mathieu HOULE-COURCELLES, *Sur les traces de l'anarchisme au Québec (1860-1960)*, Montréal, Lux Éditeur, 2008, et Jean-Philippe WARREN, « Anarchism and the French Canadian Intellectual Tradition », *Journal of Indo-Canadian Studies*, vol. 2, n° 2, juillet 2002, p. 112-123). Sur les courants marxistes, voir : Jean-Philippe WARREN, *Ils voulaient changer le monde. Le militantisme marxiste-léniniste au Québec*, Montréal, VLB éditeur, 2007.

À partir du chapitre 3, il apparaît clair que l'auteur mène d'abord et avant tout un combat contre une idée : celle de la gratuité scolaire. Comme ces « historiens en culotte courte » qu'évoquait Michel Foucault pour cibler les chercheurs obsédés par la « cote d'originalité d'une idée¹¹ », Marc Simard se transporte dans le passé. Mais puisqu'il a des comptes à régler, il se déguise en « *terminator* ». Les sous-titres décapants rendent bien compte de la révision de la mémoire à laquelle il s'essaie : « Mai 68 : l'illusion libertaire du pouvoir étudiant », « Les acteurs : l'opinion publique contre les groupes d'intérêt », « Une mythologie tenace : syndicalisme, grève, accessibilité », sans parler du « Analyse : victoire des étudiants, défaite des universités », où l'on découvre que les intérêts des universités ne correspondent en fait pas à ceux des étudiants... Si l'auteur flaire parfois que l'enjeu de la gratuité scolaire diffère en 1958, en 1965 et en 1969, et qu'il implique à plus forte raison des enjeux bien différents en 1975 et en 2012, il ne démord pas de sa démonstration. S'il voit bien, à l'occasion, que la gratuité scolaire ouvre à différents enjeux et s'offre comme une lentille parmi d'autres pour aborder l'histoire du mouvement étudiant, il n'en dit mot. S'il perçoit que la gratuité scolaire n'est pas seulement une lutte statistique à finir, mais un symbole révélateur d'expériences, d'attentes et de projets de société, le lecteur reste sur sa faim.

Les quatre derniers chapitres, portant sur les années 1995 à 2012, sur lesquels nous ne nous attarderons pas, confirment les positions de l'auteur, mais apportent peu à l'analyse. Le format de l'essai ou encore celui du blogue aurait été plus approprié. Les titres atteignent un nouveau degré de transparence : « Le mirage de la gratuité », « Derrière le voile progressiste », « Un certain nombrilisme », etc. Vraisemblablement, cette période enthousiasme Marc Simard au point où les chapitres précédents apparaissent comme un décor historique en carton rajouté par après. Or si la synthèse historique promise au début est plus que jamais introuvable, le lecteur peut se rabattre sur une série de prophéties à la toute fin de l'ouvrage, où l'auteur hausse le ton et met en garde les générations futures : l'insubordination et le refus de respecter l'autorité augurent des « moments douloureux » pour le Québec (p. 246). Le lecteur se demande bien comment des étudiants mous, égoïstes et « accrocs aux gadgets électroniques » ont pu, du jour au lendemain, marcher par dizaines de milliers dans les rues de plusieurs villes au Québec en 2005 et en 2012.

✦ ✦ ✦

11. Michel FOUCAULT, *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969, p. 188.

UN CHANTIER À PARCOURIR

En reprenant certaines contradictions et certains angles morts repérés dans l'ouvrage de Marc Simard, nous allons maintenant parcourir la littérature sur l'histoire des mouvements étudiants en proposant quelques pistes pour élargir ce champ d'études.

Pratiques et agir étudiants

Y a-t-il un agir propre au mouvement étudiant ? Peut-on, comme Marc Simard, considérer ses pratiques à l'instar de celles d'un groupe de pression ? Quelles sont les différences entre un mouvement étudiant, un syndicat ou même un lobby comme celui de l'industrie pétrolière ? La façon de poser cette question et d'y répondre informera considérablement l'analyse d'un chercheur. L'un des modèles dominants pour jauger les pratiques des mouvements sociaux est celui de l'« agir rationnel ». Celui-ci suppose premièrement, selon Hans Joas, que

le sujet est capable d'agir en fonction d'un but, deuxièmement qu'il maîtrise son corps, troisièmement qu'il est autonome relativement à ses semblables et à son environnement. Une moindre attention portée au but poursuivi, un défaut ou un moindre degré de maîtrise de son corps, une perte ou un abandon de l'autonomie individuelle font apparaître l'acteur comme moins rationnel ou comme non rationnel¹².

Cette « perte » et cet « abandon » tracent la ligne, pour plusieurs chercheurs, entre l'acte normal (et/ou légitime) et tout le reste. Cette polarisation accompagne volontiers plusieurs théories douteuses – parce que rarement remises en question – sur la jeunesse, comme celles relevant du biologique (la post-adolescence...), de la psycho-pop (le jeunisme des adultes...), de la théorie parentale (le laxisme de l'autorité...) ou de la démographie (la force du nombre...). Adossé à ces théories, le modèle de l'agir rationnel laisse alors dans l'ombre ou sert à disqualifier certains phénomènes aussi divers que les manifestations, la démocratie étudiante, l'occupation de lieux publics, l'expérimentation artistique, l'utilisation ou la subversion des corps, etc.

L'enjeu du corps est d'ailleurs révélateur de la normativité mise en œuvre par un chercheur. On a vu que, pour Marc Simard, l'agir légitime (et donc rationnel) de l'étudiant était d'étudier afin, à plus ou moins longue échéance, de se trouver un emploi. Durant les périodes de mobilisation, hélas, « on n'étudie plus ni ne travaille » (p. 72). À la place, les corps se

✦ ✦ ✦

12. Hans JOAS, *La créativité de l'agir*, Paris, Cerf, 1999, p. 157.

dérèglent, les calculs aussi ; naïfs mais pécheurs, les étudiants sont enclins à la débauche. L'histoire l'atteste ! À la fin des années 1960, une fois en grève, des « jeunes gens "libérés" font l'amour dans les coulisses » (p. 70-72). L'auteur est vraisemblablement choqué par une atmosphère « vulgaire » où les « dessins de pénis et de seins sont omniprésents » (p. 79). Sans doute a-t-il réagi de la même façon devant les « manifestations », ces marches très peu vêtues du printemps 2012.

L'enjeu du corps – et de l'esprit de corps – mérite davantage que ces récriminations puritaines sur la décadence des mœurs. Ces pratiques sont en fait transformatrices du rapport à soi et aux autres et partie prenante des idées et des projets qui émergent d'un groupe. Spatialement, elles remettent en jeu la distribution de l'espace, ouvrent des possibles et flouent les frontières (morales, symboliques, urbaines¹³). Du pied de grue des « Trois » étudiants devant le bureau de Maurice Duplessis en 1958¹⁴ aux premiers *sit-in* pour protester contre la ségrégation aux États-Unis dans les années 1960¹⁵, en passant par les contestations et les appropriations (occupations, détournements) des édifices publics un peu partout dans le monde au cours des années 1967-1971, les pratiques de corps, qui passent souvent sous le radar, sont incontournables. Elles peuvent être étudiées à l'aide du modèle de l'agir rationnel, par exemple comme stratégies de mobilisation afin de créer un rapport de force avec les autorités, mais elles renvoient aussi à d'autres registres et peuvent être vues comme catalyseurs d'émotions pour renforcer la solidarité du groupe, comme pratiques de la violence physique ou symbolique, comme dramatisation d'enjeux moraux pour mettre en scène des injustices ou des conflits sociaux, etc.

D'un point de vue temporel, il s'agirait de chercher comment certaines pratiques naissent et se développent *dans* des situations et comment elles les *ouvrent* à d'autres possibles. Au tournant des années 1970, l'expérimentation sexuelle, la musique ou la vie en communes n'étaient pas que des artifices de la fuite ; elles étaient chargées, pour certains, d'ouvrir à d'autres



13. Voir Catherine TRUDELLE, « Au-delà des mouvements sociaux : une typologie relationnelle des conflits urbains », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 47, n° 131, septembre 2003, p. 223-242.

14. Il s'agit de trois étudiants, Francine Laurendeau, Jean-Pierre Goyer et Bruno Meloche, qui s'étaient rendus, en 1958, au bureau de Duplessis dans l'espoir d'obtenir une entrevue] Voir le documentaire de Jean-Claude Labrecque (Jean-Claude LABRECQUE, *L'Histoire des trois*, Montréal, ONF, 1990).

15. Voir Jean LAMARRE, « "Au service des étudiants et de la nation". L'internationalisation de l'Union générale des étudiants du Québec (1964-1969) », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 16, n° 2, hiver 2008, p. 53-73. Pour l'histoire des *sit-in*, lire Francesca POLLETTA, *It Was Like a Fever: Storytelling in Protest and Politics*, Chicago, University of Chicago Press, 2006.

pratiques et, qui sait, à une nouvelle société¹⁶. Encore faut-il situer ces interprétations et ces pratiques dans l'histoire. Contre l'amalgame, le gommage temporel et même la tentation ontologique, il importe de cerner des différences et de rattacher ces pratiques à des enjeux contemporains, sans renvoyer à une nature des étudiants ou encore à la polarisation entre étudiants « sérieux » et étudiants « délurés ».

Les pratiques de corps renvoient également au caractère complexe de l'agir étudiant, qui se manifeste dans la vie quotidienne (universitaire), mais aussi dans les initiatives étudiantes relatives à l'organisation de la vie étudiante, jusqu'à déborder vers des engagements dans la sphère publique. Quelques chercheurs ont fait le récit des nombreuses entreprises (coopératives, assurances, etc.) renforçant la prise en charge du corps étudiant à travers son autonomisation (sinon son autogestion)¹⁷. Pourtant, l'articulation de ces niveaux d'action et d'intervention nécessiterait un traitement approfondi pour sortir de la dichotomie impliquant une vie étudiante en marge de la « vie publique ». En écartant d'emblée le reproche d'« incohérence » fait par un Marc Simard à des programmes étudiants « allant de l'amélioration des menus à la cafétéria à la révolution sociale » (p. 88), on se permettrait d'explorer comment l'*ancrage* universitaire (ou cégépien) des étudiants est tout à la fois un espace d'expérience particulier et un tremplin hors des murs de l'école. Ce tiraillement, redoublé par l'attente d'une éventuelle sortie des cycles supérieurs, transforme la vie étudiante en enjeu de réflexivité – notamment à travers les rapports d'autorité, les cours, la camaraderie, les évaluations – et pousse à réévaluer cet ancrage et à approfondir les traits communs entre la vie étudiante et ce qui se passe à l'extérieur. L'antiautoritarisme des années 1960-1970 émerge d'un rapport à l'autorité vécu concrètement à l'école avant d'être utilisé comme jumelle pour jauger l'ensemble de la société. Mais la réflexivité étudiante, à mi-chemin de l'école et de la cité, pousse non pas à reproduire, format géant, la vie étudiante à l'ensemble de la société¹⁸, elle *déplace* plutôt à la fois l'expérience étudiante et l'anticipation de

✦ ✦ ✦

16. Pour un portrait global, voir Jeffrey VACANTE, « Writing the History of Sexuality and “National” History in Quebec », *Journal of Canadian Studies*, vol. 39, n° 2, printemps 2005, p. 31-55. On trouvera des témoignages intéressants sur la vie en commune dans Bruno ROY, *L'Ostidoche ou le désordre libérateur : essai*, Montréal, XYZ, 2008.

17. Voir Jean-Philippe WARREN, *Une douce anarchie...*, *op. cit.*, p. 39 à 41, et Karine HÉBERT, *Impatient d'être soi-même...*, *op. cit.*

18. C'est ce que Jean-Philippe Warren avançait à propos des étudiants : « ils se bornent à élargir à l'ensemble de la population ce dont ils jouissent » (Jean-Philippe WARREN, *Une douce anarchie...*, *op. cit.*, p. 127). Cette phrase rend bien compte du dualisme à l'œuvre dans cet ouvrage, qui oscille entre la découverte d'expériences vécues dépouillées de rationalisation a posteriori et la tentation du commentaire moral et parfois normatif. Toutefois, c'est tout l'art *warrenien* de faire coexister les deux, et ce, malgré le sourire ironique de l'auteur, les *années 1968* parviennent à exister dans l'incertitude de leur devenir.

la « vie adulte », répercutant ainsi de plein fouet l'attente d'une « société future ». Les expérimentations étudiantes, individuelles et collectives, peuvent être envisagées dans cette perspective plutôt que renvoyées aux rites juvéniles d'un ghetto étudiant évoluant en vase clos.

Ce qui échappe à Marc Simard, comme on l'a vu, c'est l'importance de pratiques en marge des finalités économiques. En posant que l'établissement d'une fin rationnelle doit orienter les actions, il instrumentalise l'agir et désosse les situations en rejetant comme superflu ou irrationnel tout ce qui s'y passe de neuf et d'imprévu¹⁹. Les manifestations constituent des phénomènes particulièrement intéressants à cet égard. Sont-elles d'abord des *stratégies* d'organiseurs destinées à promouvoir des intérêts particuliers ? Et même si c'est le cas, *que se passe-t-il* durant ces moments d'intensification de l'action étudiante ? Avec quels indicateurs saisir ce qui émerge d'une manifestation ou de tout autre événement mettant en jeu des étudiants délibérant, planifiant, marchant ou criant ensemble ? Comment distinguer entre les stratégies initiales (organisation, campagne publique, rôle des leaders, rhétorique, mots d'ordre, slogans, etc.) et ce qui, de façon imprévisible, apparaît et en vient parfois à être incorporé, rejeté ou utilisé par l'organisation, comme la « violence » ? Peut-on, à cet égard, différencier et spécifier ce qui caractérise un mouvement étudiant par rapport à d'autres types de mouvements ?

Depuis la fin des années 1990, quelques chercheurs ont tenté d'actualiser le registre des « émotions », longtemps relégué aux oubliettes des théories des foules sauvages et dangereuses. Randall Collins a proposé d'y voir des situations d'amplification à travers des moments de « haute densité rituelle », ceux-ci propices à susciter des symboles, une mémoire de la participation ainsi que des émotions étroitement liées à des polarités comme la justice et l'injustice, le bien et le mal, etc. Ces moments sont parfois propulsés par l'outrage moral (à la suite d'une répression ou d'une loi spéciale, par exemple), qui solidifie le groupe et incite à distinguer les phases menant à une action collective²⁰. Ainsi, les manifestations turbulentes ne s'expliqueraient pas nécessairement par l'activité de groupuscules extrémistes semant le chaos, mais en réaction à quelque chose d'inacceptable qui pousse des étudiants (et citoyens) ordinaires, parfois pour la première fois de leur vie, à se *risquer* physiquement. Par ailleurs, on s'est encore trop peu intéressé au

✦ ✦ ✦

19. Hans Joas écrivait : « L'interprétation téléologique de l'intentionnalité de l'agir est nécessairement liée à une dissociation de la connaissance et de l'action » (Hans JOAS, *La créativité de l'agir...*, *op. cit.*, p. 168).

20. Randall COLLINS, « Social Movements and the Focus of Emotional Attention », Jeff GOODWIN, James M. JASPER et Francesca POLLETTA (dir.), *Passionate Politics. Emotions and Social Movements*, Chicago/London, The University of Chicago Press, 2001, p. 27-44.

caractère hétérogène des manifestations, qui mettent parfois en contact – directement ou à travers les forums publics ou les médias – des catégories sociales qui se côtoient rarement, ce qui tend à flouer les délimitations du « chacun pour soi » postulées par une interprétation insistant sur le caractère corporatiste d'un mouvement. Ce faisant, ces manifestations stimulent la réflexivité à propos de ce qui constitue l'élasticité du « nous », du « bien commun », de la « collectivité » ou des « autres »²¹.

La « violence », souvent un point névralgique dans les campagnes d'information autour des événements étudiants, peut être analysée ici comme un vecteur d'émotions collectives, là comme un enjeu stratégique²². Un chercheur n'a pas à déplorer qu'une manifestation ait « été trop violente » ou, comme Marc Simard, à dire que « malheureusement, la mobilisation ne se fait pas sans violence » (p. 225). Il n'a pas à jouer au chroniqueur ni à donner dans l'uchronie moralisatrice. De fait, la violence ne se réduit pas à la polarité ordre/désordre ; elle peut être utilisée comme un accélérateur temporel pour précipiter ou débloquer des situations, ou comme un révélateur d'autres types de violence (policière, juridique, étatique²³). Elle implique nécessairement une réception qui est elle-même à différencier dans la société – Montréal et les régions, grands centres ou petits centres, etc. – et dans le temps. Quel est son impact dans le public, quel rôle jouent les médias dans sa transmission et à quels dilemmes renvoie-t-elle chez le citoyen ? Il s'agirait également de tenir compte de la mémoire nationale ou des mémoires spécifiques que la violence remue ou actualise, notamment chez les nouveaux arrivants, passeurs possibles d'autres mémoires étudiantes et nationales.

De fait, les pratiques et l'agir étudiants ne se déroulent pas au gré de l'instant pour s'effacer sans laisser de traces. Ils nourrissent une mémoire étudiante et collective, menacent, provoquent ou amplifient des récits.



21. Encore faut-il distinguer à cet égard entre le mouvement étudiant avant et après les années 1980. S'inscrit-il dans la rupture repérée par plusieurs sociologues, dont Alain Touraine et Alberto Melucci, entre les « anciens » et les « nouveaux » mouvements sociaux, les seconds impliquant davantage la défense positive d'identités ou de causes circonscrites dans un monde déjà « achevé » ? (Alberto MELUCCI, « Ten Hypotheses for the Analysis of New Movements », Diana PINTO (dir.), *Contemporary Italian Sociology*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981, p. 173-194).

22. Voir Charles TILLY, Sidney TARROW et Douglas MCADAM, *The Politics of Collective Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.

23. Voir Jacques-André DUBOIS, « Répression et résistance des mouvements sociaux : regards sur le mouvement étudiant colombien », mémoire de maîtrise (sociologie), Montréal, Université du Québec à Montréal, 2013.

Narrativité et mémoires

L'une des approches les plus neuves et les plus susceptibles de diversifier le schéma intérêts-stratégies-action rationnelle concerne le recours à la temporalité et à la narrativité. Un mouvement étudiant se développe bien sûr en s'organisant (recrutement, mobilisation...), mais aussi grâce à des repères temporels impliquant des origines, des intrigues et des finalités. Des pratiques comme l'insulte, la performance, la parodie des symboles et des références, la mise en scène²⁴, les hymnes, les slogans, les citations, pour ne nommer que celles-là, sont souvent exclues des analyses, considérées comme des étrangetés ou encore comme des artifices secondaires participant au « *framing*²⁵ » d'un mouvement social. Mais il est aussi possible de les saisir en fonction de leur apport au récit officiel et aux récits clandestins qui se développent au sein d'un mouvement, parfois à l'encontre des stratégies des leaders. Ces pratiques qui tissent des récits et génèrent une mémoire à court et à long terme sont à la jonction des territoires du sociologue, du politologue, du littéraire, de l'anthropologue et de l'historien. Celui-ci, en particulier, est susceptible d'éclairer les jeux d'actualisation, qui puisent à la fois dans la mémoire du groupe étudiant, dans celle de la collectivité et, à partir des années 1960, dans la mémoire étudiante internationale, dont les entrées sont bien sûr limitées et partielles. Comme l'a démontré Francesca Polletta dans un article important :

*narrative is prominent in such interpretive processes because its temporally configurative capacity equips it to integrate past, present, and future events and to align individuals and collectives identities during periods of change. Narrative's reliance on emplotment rather than explanation further engages potential activists precisely by its ambiguity about the causes of collective action*²⁶.

À tort considérés comme des entités amnésiques, les mouvements étudiants se positionnent socialement et politiquement en fonction de la sédimen-



24. Karine Hébert s'est penchée sur ces phénomènes dans son étude sur la rivalité entre les étudiants de McGill et de l'Université de Montréal (Karine HÉBERT, « Parades, initiations et altercations avec la police. Les étudiants prennent la rue d'assaut », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 21, n° 2, hiver 2013, p. 17-29).

25. Les *framing processes* renvoient aux stratégies déployées par les organisateurs et les leaders pour conscientiser, mobiliser et infuser des mots d'ordre et des éléments idéologiques chez les membres. Voir par exemple David A. SNOW et Scott C. BYRD, « Ideology, Framing Processes, and Islamic Terrorist Movements », *Mobilization: An International Journal*, vol. 12, 2007.

26. Francesca POLLETTA, « "It Was Like a Fever..." Narrative and Identity in Social Protest », *Social Problems*, vol. 45, 1998, p. 139. Voir aussi Kenneth J. GERGEN et Mary M. GERGEN, « Narratives of the self », Lewis P. HINCHMAN et Sandra K. HINCHMAN (dir.), *Memory, Identity, Community: The Idea of Narrative in the Human Sciences*, Albany, State University of New York, 1997, p. 161-184.

tation de leurs combats, hantises et attentes passés. Les trous de mémoire, nombreux, et l'impression que les étudiants ont, parfois, à « réinventer la roue » ne confinent pourtant pas au présentisme. Certains enjeux en viennent à se cristalliser au fil du temps, comme la gratuité scolaire. Niklas Luhmann a parlé de l'importance d'identifier les divers procédés d'actualisation de la mémoire par un groupe, à la fois en fonction de ce qu'il prend et rejette de l'environnement²⁷. Quelle spécificité prend la mémoire étudiante par rapport à la « mémoire nationale » et aux autres mémoires ? De quoi leur emboîtement et leur différenciation sont-ils révélateurs ? Quelle mémoire nationale est actualisée par les étudiants en 1955 avant la montée du nationalisme positif et après 1970 avec l'apparition du Parti québécois ? Quelles différences remarque-t-on entre le processus d'actualisation en 1995, lors du second référendum, et en 2012, en pleine phase de « dénationalisation »²⁸ ? En complexifiant le rapport au passé du mouvement étudiant, on cernerait mieux ses reconstructions mémorielles, ses mues identitaires, ses alliances, ses némésis et les rôles qu'il se donne à différents moments.

Ces (re)constructions narratives ne s'effectuent bien sûr pas en huis clos dans un face-à-face avec les ancêtres réels ou empruntés. Myra M. Ferree a démontré avec le cas des homosexuels aux États-Unis comment un mouvement se construit en *résonance* et en *rupture* avec d'autres discours. Cherchant l'accommodement ou se radicalisant, le mouvement se déploie à la fois en fonction des opportunités du contexte et des possibles de la trame qu'il déploie pour affirmer une identité, une mission, etc.²⁹ Le cas des étudiants au Québec est particulièrement intéressant à cet égard : alternativement en porte-à-faux et en adéquation avec les récits dominants, ils s'organisent et se définissent *avec et contre* ces récits³⁰. Ils adoptent ainsi l'idéologie



27. Niklas LUHMANN, *The Differentiation of Society*, New York, Colombia University Press, 1982, particulièrement le chapitre « World-Time and System History. Interrelations between temporal horizons and social structures ».

28. Sur les différences entre les itinéraires de ces générations et sur les valeurs (réalisation de soi, matérialisme, etc.) qui les ont animées, voir Charles FLEURY, « Génération lyrique et génération X. Parcours de jeunesse de deux générations au Québec », thèse de doctorat (sociologie), Québec, Université Laval, 2008. Sur un portrait d'ensemble des étudiants de l'Université Laval, voir Érik BRETON, « Service ou mouvement ? Le dilemme de la Confédération des étudiants et des étudiantes de l'Université Laval (CADEUL) », *Recherches sociographiques*, vol. 38, n° 1, 1997, p. 117-131. Sur la dénationalisation, voir Mathieu BOCK-CÔTÉ, *La dénationalisation tranquille*, Montréal, Boréal, 2008.

29. Myra MARX FERREE, « Resonance and Radicalism : Feminist Framing in the Abortion Debates of the United States and Germany », *American Journal of Sociology*, n° 109, 2003, p. 304-344.

30. Il faudrait également relier les postures face à ces récits collectifs et les transformations du collège classique et ensuite du cégep au cours des années 1930 à 1970 (voir Louise BIENVENUE, Ollivier HUBERT et Christine HUDON, *Le collège classique pour garçons. Études historiques sur une institution québécoise disparue*, Montréal, Fides, 2014). Voir aussi la thèse doctorat, en préparation à l'UQAM, de Jaouad LAAROUSSI : « De l'Union générale des étudiants du Québec à l'Association nationale des étudiants du

du rattrapage, mais s'opposent rapidement au récit technocratique de la Révolution tranquille³¹. Ils le font à la fois en fonction de la place qu'ils occupent et de celle qu'ils anticipent à travers le statu quo, les réformes ou les révolutions. Et ils le font en fonction de leur place éventuelle dans la société, les plus militants se projetant comme futurs décideurs ou comme futurs marginaux dans une société représentée comme réformable ou détraquée. Cette tension entre l'ici et l'ailleurs et entre l'aujourd'hui et le demain explique pourquoi plusieurs étudiants, loin de s'ébahir, satisfaits, dans une bulle jeunesse, cherchent à rejoindre d'autres acteurs ou à faire alliance avec eux, quitte à revêtir sporadiquement l'habit de l'électeur, du décideur, du père ou de la mère de famille, de l'écologiste, de l'usager, du travailleur, etc.

Ces projections et ces extensions, au-delà de leur caractère mimétique, révèlent ou suscitent des sympathies selon différents publics tout en contribuant à ouvrir l'itinéraire personnel des étudiants. À cet égard, les carrières souvent commentées d'anciens leaders étudiants ne se résument pas au calcul opportuniste ou aux retournements de veste, comme le veut le récit bipolaire (trionphant et ensuite doloriste) de la génération des *baby-boomers*, lui-même inspiré par la « trahison » des soixante-huitards en France au cours des années 1980³². La succession des attentes collectives et des phases du régime d'historicité, les identités sociales adoptées ou projetées et la mise en récit de son propre cheminement jouent également un rôle clef dans ces itinéraires, irréductibles au seul « intérêt »³³.

Mobilité et symboles

On a fait grand cas de la supposée inconsistance ou immaturité du mouvement étudiant, mais c'est encore une fois l'aborder comme un groupe de pression aux objectifs et à l'organisation stables. En abordant autrement la *mobilité* du mouvement étudiant, on découvre qu'il est à la fois un témoin original de transformations globales et un acteur cherchant à se situer au sein



Québec : Trajectoire de recomposition et de réinstitutionnalisation du mouvement étudiant québécois après la Révolution tranquille (1967-1975) ».

31. Karl-Xavier Thomas s'est penché sur le processus de rationalisation opéré par l'AGEUM (l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal) à travers les commissions d'étude et la professionnalisation des services aux étudiants (Karl-Xavier THOMAS, « Un pour tous. Les aspirations démocratiques des leaders étudiants de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal, 1958-1969 », mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Trois-Rivières, 2002). Il y aurait des parallèles à effectuer avec ce que Julien Prud'homme a écrit sur le récit technocratique à l'époque (Julien PRUD'HOMME, « De la commission Parent aux réformes de la santé et au code des professions, 1961-1974 », *Recherches sociographiques*, vol. 53, n° 1, 2012, p. 83-102).

32. Voir François RICARD, *La génération...*, *op. cit.*

33. Voir Nicole NEATBY, *Carabins ou activistes ?...*, *op. cit.*

de trajectoires mouvantes. En affirmant par exemple que les étudiants « oscillent d'un extrême à l'autre au gré des événements », Jean-Philippe Warren oublie que les adultes oscillent aussi³⁴. Et si l'oscillation renvoyait plutôt à une plasticité issue d'un certain privilège générationnel (être nouveau dans un vieux monde) donnant une extraordinaire disponibilité temporelle ? La précarité et la souplesse des organisations étudiantes découleraient en partie de cette absorption souvent précipitée, pas toujours digérée, des idées et des pratiques des nouvelles cohortes³⁵. Il y aurait, à cet égard, avantage à creuser le rapport du mouvement étudiant aux « structures d'opportunité politique³⁶ », fort variées du régime duplessiste au référendum de 1980 et après³⁷. Le mouvement étudiant se développe-t-il intrinsèquement ou utilise-t-il aussi ces structures d'opportunité (constitution, législation, centralisation de l'État, justice, consultations publiques, mémoires, etc.³⁸) pour se construire³⁹ ?

À cet égard, les processus d'institutionnalisation (et de sabotage) des associations étudiantes⁴⁰ mériteraient d'être saisis au croisement de dynamiques organisationnelles internes et d'expériences du temps plus larges⁴¹. Microcosmes de phénomènes institutionnels, les associations étudiantes témoigneraient-elles à leur façon du jeu de centralisation/décentralisation que l'on retrouve au niveau de l'État ou d'autres organisations⁴² ? Dynamisés

✦ ✦ ✦

34. Jean-Philippe WARREN, *Une douce anarchie...*, op. cit., p. 53.

35. François Landry s'est intéressé à l'adaptation des organisations étudiantes selon les modèles syndical et fédératif à l'Université de Sherbrooke (François LANDRY « *Mêlez-vous de vos affaires... mais mêlez-vous-en* », *Le mouvement étudiant à l'Université de Sherbrooke (1955-1982)*), mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 2005).

36. Voir Doug MCADAM, John D. MCCARTHY et Mager .N. ZALD, *Comparative Perspectives on Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*, Boston, Cambridge University Press, 1996.

37. Sur la période récente, voir Benoît LACOURSÈRE, « Le Mouvement étudiant au Québec de 1983 à 2000 », mémoire de maîtrise (sciences politiques), Université du Québec à Montréal, 2005.

38. Sur les politiques gouvernementales, voir Diane ÉTHIER, « Les Politiques gouvernementales et étudiantes de l'éducation au Québec (1960-1975) », mémoire de maîtrise (sciences politiques), Université du Québec à Montréal, 1977.

39. Le processus de modernisation après 1945 est souvent posé comme une matrice entraînant tout sur son passage, y compris le mouvement étudiant, au point où l'histoire semble progresser avec une nécessité implacable. Gilles Pronovost écrivait par exemple que « la logique même appelait donc les étudiants à s'organiser » (Gilles PRONOVOST, « Les idéologies étudiantes au Québec », Fernand DUMONT, Jean-Paul MONTMINY et Jean HAMELIN (dir.), *Idéologies au Canada français, 1940-1976, Tome 2*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1981, p. 117).

40. Sur le récit factuel de ces processus, voir Pierre BÉLANGER, *Le Mouvement étudiant québécois : son passé, ses revendications et ses luttes, 1960-1983*, Montréal, Association nationale des étudiants et étudiantes du Québec, 1984.

41. Mark Edelman Boren a comparé divers mouvements étudiants dans le monde afin de saisir les mécanismes de radicalisation à partir de la constitution et de l'éclatement des organisations (Mark Edelman BOREN, *Student Resistance. A History of the Unruly Subject*, New York, Routledge, 2001).

42. En 1964, rendant compte des activités de l'AGEUM, Pierre Marois voyait le plan d'assurance-maladie offert par l'association aux étudiants comme une « expérience-pilote » pouvant servir au gouvernement et

par un roulement rapide (effectifs, leaders, alliances), les mouvements étudiants éviteraient mieux que d'autres ce qu'Elizabeth A. Armstrong nomme la « cristallisation du champ », au cours de laquelle un mouvement stabilise et officialise son rapport à l'environnement⁴³. Si les structures d'opportunité politiques jouent un rôle indéniable dans cette cristallisation, il faut aussi prendre en compte la disponibilité temporelle des étudiants, souvent plus vifs que d'autres à saisir les occasions issues – et provoquées à l'intérieur – du régime d'historicité⁴⁴.

Peu de choses ont été écrites sur la collaboration entre le mouvement étudiant et d'autres mouvements et organisations⁴⁵. La consolidation du « pouvoir étudiant » et le statut d'acteur public incontournable pris par le mouvement ont eu des impacts sur ses alliances et ses orientations. On connaît son rapprochement avec les jeunesses étudiantes catholiques au tournant des années 1950 ou avec les centrales syndicales dès le début des années 1960⁴⁶. Un peu plus tard, les alliés et les interlocuteurs se diversifieront et illustreront la volonté des étudiants d'élargir leur cadre d'activité. Sont révélateurs de cette transformation des événements comme « L'opération McGill français » en 1969, qui rapproche les membres de la Radical Students Alliance, dirigée par Stanley Gray, un jeune professeur activiste s'inspirant des mouvements américains, et une kyrielle de groupements francophones. L'opération McGill français permettait ainsi « la rencontre du mouvement étudiant, du mouvement socialiste et du mouvement nationaliste français⁴⁷ ».



à la collectivité, à condition de dépasser la « vue corporatiste » (Chantal GAGNON, « L'exécutif à la barre des accusés. Supplément à la table ronde de l'AGEUM », *Quartier latin*, 30 janvier 1964, p. 4). Toutefois, ces « raccordements » sont circonstanciels et impliquent nécessairement l'utilisation de catégories englobantes de la part du chercheur. À l'objectif que posait Gilles Pronovost, à savoir la liaison des « pratiques concrètes aux modèles de sociétés » (Gilles PRONOVOST, « Les idéologies... », *op. cit.*, p. 127), il faut adjoindre le souci de spécifier ce qui est entendu par « pratiques » et par « modèles », et plus encore d'assumer comment ces spécifications renvoient à notre propre rapport de chercheur aux « modèles » et aux « pratiques » de notre époque.

43. Voir Elizabeth A. ARMSTRONG, « From Struggle to Settlement : The Crystallization of a Field of Lesbian/Gay Organizations in San Francisco, 1969-1973 », Gerald DAVIS, Doug MCADAM, W. Richard SCOTT et Mayer ZALD (dir.), *Social Movements and Organization Theory*, New York, Cambridge University Press, 2005, p. 161-187.

44. François HARTOG, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil, 2003. Nous avons tenté de cerner ce type d'occasions avec le Mouvement du 22 mars en France (Daniel POITRAS, « Time Matters : The *Movement du 22 mars* and the Dawn of May '68 », Lisa JESCHKE et Adrian MAY, *Material Temporalities in Twentieth-Century French Culture*, Oxford, Peter Lang, 2014, p. 63-85).

45. Nicole Neatby mentionne plusieurs alliances ou rapprochements pour les années 1950 (Nicole NEATBY, *Carabins ou activistes ?...*, *op. cit.*). Jean-Philippe Warren en évoque également quelques-uns pour la fin des années 1960 (Jean-Philippe WARREN, *Une douce anarchie... op. cit.*).

46. Voir Alexandre LEDUC, « UGEQ : Centrale syndicale étudiante : l'idéologie syndicale au sein du mouvement étudiant québécois des années 1960 », mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2010, p. 90-101.

47. Jean-Philippe WARREN, « L'opération McGill français. Une page méconnue de l'histoire de la gauche nationaliste », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 16, n° 2, 2008, p. 98.

Quelle place cet événement – auquel on pourrait ajouter l'Opération Murray Hill en 1968⁴⁸ – occupe-t-il dans la construction narrative du mouvement étudiant ? Comment les méthodes de perturbation utilisées traduisent-elles une radicalisation s'inspirant d'autres mouvements, québécois et étrangers⁴⁹ ?

On aura remarqué que plusieurs des questions ci-dessus visent à déboulonner le cliché selon lequel les étudiants « imiteraient » tout bonnement les adultes. La comparaison des revues intellectuelles – dont l'historiographie est riche au Québec⁵⁰ – et des journaux étudiants serait éclairante à cet égard. Les renvois par les étudiants aux auteurs de la décolonisation comme Fanon, de la contre-culture comme Marcuse ou de la gauche militante comme Che Guevara font souvent sourciller les chercheurs, qui analysent ces emprunts à l'aide des grilles de correction qu'ils utilisent pour corriger les dissertations de leurs propres étudiants, avec des critères comme la « rigueur », l'« originalité », etc.⁵¹ Jeremi Suri rappelle que, même si peu d'étudiants lisaient Marcuse, celui-ci – à travers des thèmes, des citations, des bribes – devint une figure de proue aux effets tangibles, « *international advertiser for romantic ideas of liberation*⁵² ». Pour paraphraser Fernand Dumont, on pourrait dire que les signes, les symboles et même les plagiat des étudiants leur appartiennent ; ils ne sont pas la « nostalgie » ou le « résidu » d'autre chose qui permettrait de les disqualifier⁵³. Le mouvement étudiant

✦ ✦ ✦

48. Opération durant laquelle 2 500 étudiants sont montés à bord de près de 500 taxis pour manifester leur solidarité avec les conducteurs à propos du traitement que leur infligeait la compagnie Murray Hill (Claude BERTRAND et Denis CHAUTEAUNEUF, « Un événement lourd de sens : l'alliance taxi-étudiants contre Murray Hill », *Le Quartier latin*, 5 novembre 1968, p. 5).

49. Les études sur l'influence de la pensée anarchiste au Québec sont éclairantes à cet égard. Voir, notamment, Jean-Philippe WARREN, *Ils voulaient changer le monde...*, *op. cit.*, et Mathieu HOULES-COURCELLES, *Sur les traces de l'anarchisme...*, *op. cit.* Sur les relations entre le mouvement étudiant et le Front de libération du Québec, voir Éric BÉDARD, *Chronique d'une insurrection appréhendée. La crise d'Octobre et le milieu universitaire*, Montréal, Septentrion, 1998.

50. Voir par exemple l'ouvrage classique d'Andrée FORTIN, *Passage de la modernité. Les intellectuels québécois et leurs revues*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1993. André Bélanger a retracé les conditions à l'origine de la presse étudiante (André BÉLANGER, *Ruptures et constantes ; quatre idéologies du Québec en éclatement : La Relève, La JEC, Cité Libre, Parti Pris*, Lasalle, Hurtubise HMH, 1977).

51. Jean-Philippe Warren s'irrite ainsi devant les « discours des jusqu'au-boutistes » qui utilisent un « manichéisme [qui] permet de gommer les nuances » (Jean-Philippe WARREN, *Une douce anarchie...*, *op. cit.*). Il y a peut-être dans ces réactions le réflexe d'une histoire des idées habituée à traquer l'exceptionnel. Gilles Pronovost se demandait ainsi, un peu découragé, si les « étudiants produiraient un jour leur propre modèle de société, autrement que par des emprunts à des idéologies », ou encore s'ils auront « un jour leur propre identité culturelle » (Gilles PRONOVOST, « Les idéologies... »..., *op. cit.*, p. 128).

52. Jeremi SURI, « The Rise and Fall of an International Counterculture, 1960-1975 », *The American Historical Review*, vol. 114, n° 1, février 2009, p. 59.

53. Fernand DUMONT, *Les idéologies*, Paris, Presses universitaires de France, 1973, p. 146. Jean-Herman Guay et Richard Nadeau se sont intéressés, à l'aide de statistiques, au rapport à la politique des étudiants depuis les années 1960, concluant un peu rapidement à leur focalisation sur le « moi » sans mettre en question ce que représentaient les catégories du « moi » et du « nous » à différentes périodes (Jean-Herman GUAY et Richard NADEAU, « Les attitudes des jeunes Québécois face à la politique de 1969 à 1989 », Raymond HUDON et Bernard FOURNIER (dir.), *Jeunesses et politique, Tome 1...*, *op. cit.*, p. 229).

n'est d'ailleurs pas inféodé, sinon pour de courtes périodes, à la « gauche », aux « syndicats » ou au « nationalisme ». Lorsqu'il l'est, c'est à travers une adhésion souvent déchirante et controversée et en fonction d'intentions et d'horizons qui débordent ceux d'un parti⁵⁴. Les étudiants imitent, certes, mais en braconnant et en bricolant⁵⁵; ils ne dissertent pas, ils ne visent pas la bonne note, ce qui pose des défis à nos grilles et, sur un autre plan, pousse à mettre en question la vieille histoire des idées à partir des avancées de la sociologie et de l'anthropologie culturelle.

Ces références et ces symboles pourraient également être analysés en fonction de ce que Daniel Cefaï appelle l'« écologie culturelle » des mouvements sociaux, qui implique à la fois un ajustement permanent avec l'« extérieur » et une assimilation de « contextes de sens⁵⁶ ». Qu'est-ce qui caractérise l'écologie étudiante en général, et au Québec en particulier, dans différents milieux et à différentes époques⁵⁷? Les rencontres entre étudiants de divers pays lors d'événements internationaux étudiants (comme l'*ONU modèle* ou les *varsity week-ends* intracanadiens) favorisent, au cours des années 1950, l'émergence de certaines attentes liées au pacifisme ou à l'abolition des frontières, tout en influençant les visions de la société que chercheront à implanter certains étudiants lorsqu'ils atteindront, plus tard, des postes de direction⁵⁸. À la fin des années 1960, la mobilité permet d'autres décloisonnements susceptibles de créer des carrefours stimulant l'échange d'idées et les collaborations entre artistes, militants et étudiants⁵⁹. Timothy



54. David Westby critiquait la réduction du mouvement étudiant américain à la *New Left* et préférait explorer comment le mouvement « extended beyond New Left circles to broader spheres of student life » (David WESTBY, *The Clouded Vision*, New Jersey and London, Associated University Presses, 1976, p. 25).

55. Michel de Certeau a proposé plusieurs concepts, dont la paire stratégies/tactiques, pour étudier ces « détournements » et ces « braconnages », particulièrement importants dans les mouvements étudiants. En opposition aux tactiques qui résistent à des modèles imposés, les stratégies impliquent un « type spécifique de savoir, celui qui soutient et détermine le pouvoir de se donner un lieu propre » (Michel DE CERTEAU, *L'invention du quotidien. 1. Arts de faire*, Paris, Gallimard 1990).

56. Daniel CÉFAÏ, *Pourquoi se mobilise-t-on? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte, 2007, p. 221.

57. Voir l'article de Dingxin ZHAO, « Ecologies of Social Movements : Student Mobilization During the 1989 Prodemocracy Movement in Beijing », Doug MCADAM et David A. SNOW (dir.), *Readings on Social Movements. Origins, Dynamics and Outcomes*, New York, Oxford University Press, 2010. Des pistes intéressantes se retrouvent dans 1968. *Des sociétés en crise : une perspective globale/1968, Societies in Crisis : A Global Perspective* (Jean LAMARRE et Patrick DRAMÉ (dir.), 1968. *Des sociétés en crise : une perspective globale/1968, Societies in Crisis : A Global Perspective*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2009).

58. Louise Bienvenue et Nicole Neatby se sont particulièrement intéressées à ces aspects pour la période précédant les années 1960 (Louise BIENVENUE, *Quand la jeunesse... op. cit.* et Nicole NEATBY, *Carabins ou activistes?...*, op. cit.).

59. Jean-Claude Germain racontait « l'art et la fureur de vivre » de ces lieux de sociabilité à Montréal (comme la Hutte suisse, le Chat noir ou la Casa espagnole), importants dès les années 1950 (Jean-Claude GERMAIN, « À nous le risque total dans le refus global! », *L'Aut'Journal*, octobre 2006).

S. Brown a mis en évidence, à propos de l'Allemagne, comment la musique était un puissant vecteur d'idées et de pratiques pour les étudiants de part et d'autre du mur de Berlin⁶⁰. Au Québec, plusieurs étudiants ont témoigné de l'effet-choc sur leur engagement d'un spectacle comme *l'Ossitcho*, propulsé par un jeune musicien (Robert Charlebois) qui revenait d'un séjour initiatique en Californie⁶¹.

L'étude des *déplacements* de la jeunesse est susceptible d'entamer le cliché d'étudiants velléitaires ballottés par les événements. Comme l'a démontré Jeremi Suri pour l'Europe de 1965 à 1968 à l'aide d'entretiens, les voyages et le réseautage ont largement contribué à préparer et diffuser Mai 68 en facilitant sa réverbération au-delà de la France. S'attardant au voyage du leader étudiant français Daniel Cohn-Bendit en Angleterre en 1968, Richard Ivan Jobs a retracé l'évolution des accords internationaux entre États sur la mobilité de la jeunesse, ce qui favorisa des pérégrinations et la diffusion de thèmes et de pratiques antiétatistes qui mirent ironiquement ces États dans l'embarras⁶². Les étudiants – et les adultes qu'ils mobilisent – seraient-ils des passeurs culturels sous-estimés⁶³ ? Quel est l'impact d'un personnage comme Georges Schoeters, futur fondateur du Front de libération du Québec et étudiant à l'Université de Montréal, qui acclame la révolution cubaine avant d'être lui-même invité à Cuba par Castro⁶⁴ ? Et comment mesurer l'importance des séjours de personnalités étrangères, comme ces étudiants vietnamiens invités par l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ) en octobre 1967, ou encore les Freedom Singers, groupe de jeunes chanteurs afro-américains luttant contre la ségrégation raciale invité par la même organisation ? L'enjeu de la mobilité étudiante se posera différemment après les années 1990, où les échanges étudiants internationaux se multiplieront et se normaliseront, mais à la lisière des grandes attentes collectives de la modernité.

Les rumeurs et les anticipations aussi jouent un rôle qu'il vaudrait mieux étudier, comme la possible venue de Daniel Cohn-Bendit dans la



60. Timothy S. BROWN, « "1968" East and West: Divided Germany as a Case Study in Transnational History », *American Historical Review*, vol. 114, février 2009, p. 69-96.

61. Bruno ROY, *L'Ossitcho ou le désordre libérateur...*, *op. cit.*

62. Richard Ivan JOBS, « Youth Movements: Travel, Protest, and Europe in 1968 », *American Historical Review*, vol. 114, n° 2, 2009, p. 376-404.

63. Sur les mobilités transculturelles, voir Jean-François CÔTÉ et Emmanuelle TREMBLAY (dir.), *Le nouveau récit des frontières dans les Amériques*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2005, et Zila BERND (dir.), *Américanité et mobilités transculturelles*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2009.

64. Georges SCHOETERS, « Viva Cuba Libre » (reportage sur place), *Quartier latin*, 22 septembre 1959, p. 4.

province ou celle de Jacques Sauvageot, vice-président de l'UNEF (Union nationale des étudiants de France). Apprenant que ce dernier avait été invité par l'UGEQ, le président de la Fraternité des policiers de Montréal avait avoué son émoi devant cet exportateur de la révolution qui risquait de faire « de Montréal un champ de bataille » où « le sang coulera[it] dans les rues⁶⁵ ». Ce type d'anticipation performative a des impacts certains sur les stratégies de mobilisation et sur la mise en récit du mouvement étudiant.

Motivations et expériences

Dans sa critique de quelques utilisations du postulat rationaliste appliqué aux mouvements sociaux, Hans Joas attirait l'attention sur le penchant de plusieurs chercheurs à séparer les fins des moyens. En posant une ou des fins (légitimes ou non) à atteindre par un mouvement, un chercheur trace une ligne et distingue entre les comportements qui favorisent ou non l'atteinte de ces fins⁶⁶. Ceux qui n'y contribuent pas sont dès lors disqualifiés, sinon « malifés – notamment ceux qui impliquent la corporalité, l'« utopie » ou le « désordre ». N'est-ce pas parce qu'elles étaient agitées et troublées, en perte de maîtrise de soi, que plusieurs associations étudiantes se sont fait *hara-kiri* lors des années 1968-1970 ? Le diable au corps, elles n'ont donc pas pu atteindre leur fin « légitime », par exemple le renforcement du pouvoir étudiant et sa maturation dans une organisation stable. Au Québec, la vieille dichotomie séparant les « élites » et la « masse » tend à accentuer cette disqualification. Ainsi, pour discréditer les idées, les attentes et les expériences de certains étudiants, Marc Simard parle du « gouffre » entre les leaders et la majorité « terre-à-terre et corporatiste » (p. 88). Il ne fait pas de doute que le « mouvement étudiant » est en général tiré par une minorité active, le mouvement de 2012 après mars étant à cet égard une exception. Mais cette distinction entre la minorité active et la majorité porte certains chercheurs à des constats normatifs qui font de la majorité le garant d'une vérité profonde et de la minorité une excroissance artificielle. Cette histoire à double entrée, qui rejoue la scène du « bon peuple » canadien-français soumis à l'influence pernicieuse de ses élites, accompagne particulièrement bien la thèse de l'américanité radicale du Québec, par laquelle on pose une adéquation entre les représentations et les faits. Par conséquent, « les représentations doivent se

✦ ✦ ✦

65. Jean-Philippe Warren a raconté les réactions de la presse, qui tentait elle aussi d'articuler événements locaux et représentations internationales (Jean-Philippe WARREN, *Une douce anarchie...*, op. cit., p. 88-92).

66. Hans JOAS, *La créativité de l'agir...*, op. cit.

soumettre aux faits, sinon elles ne sont que chimères⁶⁷ ». Temporellement, la tension est abolie entre le présent et les avenir possibles, ceux-ci étant suspects d'utopisme et d'irréalisme. Ne reste, pour Marc Simard, qu'une masse étudiante silencieuse, presque invisible mais comblée, pourvu qu'on lui garantisse un travail et qu'on ne menace pas ses (petits) intérêts.

De fait, l'un des obstacles à l'élargissement des études sur le mouvement étudiant concerne la répugnance des chercheurs à prendre au sérieux les expériences des étudiants. Le livre de Marc Simard est représentatif de cette lacune. Une question aussi importante que celle touchant aux visées (corporatives ou pour le bien commun ?) du mouvement étudiant est écartée. À preuve, les étudiants se mobilisent, selon lui, seulement lorsque « leurs intérêts pécuniaires sont menacés (10 fois en 55 ans) » (p. 4). Même si elle est fautive, cette « preuve » quantitative sied bien à une approche qui « fétichise le calcul économique, au lieu de n'en faire qu'un régime d'engagement dans le monde », écrit Daniel Cefai, pour qui les motivations au sein d'un mouvement social sont multiples :

Les visées sont aussi diverses que les contextes où elles s'inscrivent et leur détermination est elle-même un enjeu de dispute. Il en va de même pour les « intérêts ». Certains mouvements semblent mus par des intérêts identifiables comme particuliers [...] Au contraire, d'autres mouvements semblent se battre pour faire valoir des intérêts universalisables, au nom d'un bien public [...] Qui décide de ce qui est particulier et de ce qui est universel – et plus radicalement de ce qui fait « intérêt »⁶⁸ ?

Lorsque les étudiants se posent, au début des années 1960, comme future élite de leur société en réclamant la gratuité scolaire ou même le présalaire, s'agit-il d'une revendication corporatiste ou « désintéressée »⁶⁹, sachant qu'ils n'en profiteront pas de leur vivant ? Des questions semblables se posaient en 2012⁷⁰. Ces prétentions à l'universel – l'intérêt de l'étudiant est-il celui de tous ? –, au-delà des réactions qu'il suscite chez un chercheur contemporain, impliquent différentes expériences du temps et visions du monde. Il faudrait aussi se demander ce que représentent l'« universel » et le « bien général » à

✦ ✦ ✦

67. Joseph-Yvon THÉRIAULT, *Critique de l'américanité. Mémoire et démocratie au Québec*, Montréal, Québec/Amérique, 2005, p. 99.

68. Daniel CEFÁI, *Pourquoi se mobilise-t-on...*, *op. cit.*, p. 227 et 13.

69. À ce sujet, voir Karl-Xavier THOMAS, « Attendre : oui. Reculer : jamais ! Le combat pour la gratuité scolaire sous le gouvernement Lesage », *Bulletin du RCHTQ*, vol. 26, n° 1, 2000, p. 3-18.

70. Andrée Fortin a traité du déploiement de l'imaginaire du mouvement du printemps érable, en cherchant le passage de sujets individuels au sujet collectif (Andrée FORTIN, « La longue marche des carrés rouges », *Recherches sociographiques*, vol. 54, n° 3, 2013, p. 513-529).

différentes époques en dehors des milieux étudiants. Les débats, particulièrement sensibles au Québec, entre « droits collectifs » et « droits individuels » – auxquels on peut ajouter, surtout depuis 2012 et à une autre échelle, le « droit de manifester⁷¹ » – apporteront un autre éclairage sur la particularité des expériences et des positions du mouvement étudiant québécois⁷².

Cette différenciation diachronique et synchronique à l'échelle nationale met en évidence la complexité des motivations et des attentes au sein du mouvement étudiant. Jean Lamarre s'est penché sur l'articulation problématique du « national » et de l'« international » chez les leaders de l'UGEQ. Pour les années 1964 à 1969, il conclut à des transformations significatives impliquant le croisement de visées diverses : « à la fois indépendantiste, socialiste, utopiste et missionnaire, l'UGEQ a voulu internationaliser la question nationale⁷³ ». Encore s'agit-il des étudiants francophones ; qu'en est-il des étudiants anglophones ? Karine Hébert a comparé les deux communautés pour la première moitié du XX^e siècle⁷⁴, mais il faudrait aller plus loin et chercher comment les collaborations et les malentendus ont révélé des appartenances, des pratiques et des récits communs et différenciés, avec l'horizon canadien et états-unien d'une part et l'horizon « européen » (à l'est et à l'ouest) d'autre part⁷⁵. L'histoire institutionnelle et organisationnelle des associations et unions étudiantes y trouverait un stimulant certain.



71. Pour une perspective juridique, voir Christian BRUNELLE, Louis-Philippe LAMPRON et Myriam ROUSSEL, « La liberté d'expression en contexte de crise : le cas de la grève étudiante », *Les Cahiers de droit*, vol. 53, n° 4, décembre 2012, p. 831-859, et Daniel WEINSTOCK, « Occupy, indignados et le Printemps érable : vers un agenda de recherche », *McGill Law Journal/Revue de droit de McGill*, vol. 58, n° 2, décembre 2012, p. 243-262.

72. Par ailleurs, la condition minoritaire du Québec en Amérique du Nord a préoccupé très tôt les étudiants. Quelle spécificité québécoise décèle-t-on à cet égard comparativement à des pays dont les mythes fondateurs les portent à l'universalisation comme la France et les États-Unis ? Les mouvements étudiants de ces pays génèrent-ils des récits et des visions du monde correspondant à ce statut d'héritiers de certains mythes ? Voir Gérard BOUCHARD, *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde. Essai d'histoire comparée*, Montréal, Boréal, 2000.

73. Jean LAMARRE, « “Au service des étudiants...” »..., *op. cit.* À propos de l'Université de Montréal, voir Éric BÉDARD, « L'idéologie syndicale étudiante : du discours à la pratique : le cas de l'AGEUM (1950-1969) », *Bulletin de RCHTQ*, vol. 21, n° 1, hiver 1995, p. 23.

74. Karine HÉBERT, *Impatient d'être soi-même. Les étudiants montréalais, 1895-1960*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2008. Voir aussi Peggy Ann SHEPPARD, « The Relationship Between Student Activism and Change in the University: With Particular Reference to McGill University in the 1960s », mémoire de maîtrise (administration et études politiques), Université McGill, 1989.

75. Jean-Philippe Warren s'est penché sur la posture des étudiants anglophones, notamment autour de l'adhésion à l'Union générale des étudiants du Québec (Jean-Philippe WARREN, *Une douce anarchie...*, *op. cit.*, p. 40-42 et 75-88). Voir aussi Pierre VENNAT, « Les étudiants et les luttes sociales dans les derniers temps de Duplessis », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 17, n° 2, 2009. En France, Jean-Yves Sabot a démontré les différences importantes entre deux pôles du mouvement étudiant, Grenoble et Dijon, au cours des années 1950 et 1960 (Jean-Yves SABOT, *Le syndicalisme étudiant et la guerre d'Algérie. L'entrée d'une génération en politique et la formation d'une élite*, Paris, L'Harmattan, 1995).

Ces questions ouvriraient également à la diversité des régimes d'engagement des étudiants. Les spécialistes des mouvements de jeunesse, notamment des mouvements catholiques, ont montré la voie à cet égard. À propos de la période charnière du mouvement jeunesse (1930-1950), Louise Bienvenue a parlé de l'importance pour la jeunesse étudiante catholique (JEC) de se projeter dans l'horizon du catholicisme progressif, en mettant en question la hiérarchie et les mots d'ordre (notamment l'anticommunisme) afin de s'ouvrir un espace d'expérience propre et de constituer une mémoire de l'ouverture actualisable plus tard⁷⁶. Les pratiques des jeunesses catholiques – dont le mot d'ordre était « Voir, juger, agir » – étaient particulièrement propices, après la Deuxième Guerre mondiale, à des transferts sur divers horizons, marxiste et prométhéen (raison, science, progrès) notamment⁷⁷. Jean-Philippe Warren a démontré pour la première moitié du XX^e siècle les liens entre les transformations de l'Action catholique spécialisée, le mouvement jeunesse, la découverte de la « question sociale » et l'émergence de la sociologie⁷⁸. De son côté, Michael Gauvreau a mis en évidence l'appropriation par les jeunes des années 1930-1960 d'un catholicisme misant sur la rupture générationnelle et les qualités de l'« énergie », de la « force » et de la « virilité », caractéristiques dont le potentiel de débordement ailleurs – dans d'autres militances – se révélera décisif pour expliquer le tournant des années 1960 et l'investissement progressif des étudiants – et ex-étudiants – dans la sphère publique⁷⁹.

✦ ✦ ✦

76. Louise BIENVENUE, *Quand la jeunesse...*, *op. cit.*, et « Une expérience déterminante : l'engagement dans la Jeunesse étudiante catholique », Céline SAINT-PIERRE et Jean-Philippe WARREN (dir.), *Sociologie et société québécoise. Présences de Guy Rocher*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2006, p. 21-40. Par ailleurs, beaucoup reste à faire sur la différenciation hommes/femmes dans l'engagement étudiant, afin de cerner comment les milieux étudiants tendent à reproduire des modèles genrés ou bien à les subvertir. Voir Karine HÉBERT, « Carabines, poutchinettes co-eds ou freschettes sont-elles des étudiantes ? Les filles à l'Université McGill et à l'Université de Montréal (1900-1960) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 57, n° 4, printemps 2004, p. 593-625.

77. C'était la thèse de Jean-Philippe Warren et de É.-Martin Meunier (Jean-Philippe WARREN et É.-Martin MEUNIER, *Sortir de la « Grande noirceur »...*, *op. cit.*). Sur les initiatives communes du clergé et du laïc dans la popularisation des ciné-clubs étudiants, voir : Olivier MÉNARD, « L'implication du clergé et du laïc dans les ciné-clubs étudiants au Québec, 1949-1970 », *Société canadienne d'histoire de l'Église catholique*, vol. 73, 2007, p. 61-75.

78. Jean-Philippe WARREN, « La découverte de la "question sociale" : Sociologie et mouvements d'action jeunesse canadiens-français », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 55, n° 4, 2002, p. 539-572.

79. Michael GAUVREAU, *Les origines catholiques...*, *op. cit.* On lira aussi Yvan LAMONDE et Denis SAINT-JACQUES (dir.), *1937 : un tournant culturel*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2009 ; Catherine POMEYROLS, *Les intellectuels québécois : formation et engagements (1919-1939)*, Montréal, L'Harmattan, 1996, et l'ouvrage pionnier de Jean Hamelin et Nicole Gagnon, qui fait bonne place à la jeunesse (Jean HAMELIN et Nicole GAGNON, *Histoire du catholicisme québécois...*, *op. cit.*, particulièrement le chapitre « L'aube d'une civilisation urbaine (les années 1930) »).

Histoire transnationale/histoire connectée

L'une des pistes les plus prometteuses – et les plus nécessaires – pour l'étude des mouvements étudiants passe par leur comparaison. Celle-ci apparaît en général sous la forme de rapprochements impressionnistes pour ajouter une pincée d'exotisme ou pour valider à peu de frais une argumentation. Le traitement de la charte de Grenoble par Marc Simard en est un bon exemple. On sait que cette charte, produite par l'UNEF en 1946, exercera une grande influence sur le mouvement étudiant québécois⁸⁰. L'auteur mentionne justement que la charte modifie le statut de l'étudiant, désormais considéré comme un « travailleur intellectuel », ce qui implique des droits et des responsabilités sociales inédits jusque-là. Cette appropriation graduelle de la charte par les étudiants québécois est révélatrice de plusieurs phénomènes : extension transfrontalière de la « classe étudiante », amorce d'échanges directs entre associations de pays différents⁸¹, début de solidarisation (par la bande) avec les ouvriers, jalon du pouvoir étudiant, canevas pour la syndicalisation, etc. Que fait Marc Simard de ce filon ? Il remarque que, « curieusement », les étudiants québécois font comme si la notion de « travailleur intellectuel » venait d'eux-mêmes (p. 48). C'est tout. Du plagiat, donc, selon la logique du correcteur devant ses copies.

L'approche comparatiste devrait plutôt viser à suspendre les évidences consacrées et à les remettre en jeu en fonction d'autres contextes. Une comparaison est *nécessairement* à l'œuvre dans tout travail historique à travers les repères et les oppositions spontanés qui servent à cartographier un objet. Le mouvement étudiant québécois n'y échappe pas, souvent déconsidéré par opposition au mouvement français. Ces repères spontanés, sorte de culture première de la culture seconde, écrivait Fernand Dumont, peuvent pourtant être identifiés et court-circuités. Ceci exige du chercheur une démarche à la fois empirique et réflexive, puisqu'il doit se mettre lui aussi en jeu en se distanciant des périodisations et des grands récits de sa collectivité, mais sans



80. Sur cette appropriation et sur les nombreuses voies menant au syndicalisme étudiant, voir Alexandre LEDUC, *UGEQ: Centrale syndicale...*, *op. cit.*, p. 52-58. L'auteur mentionnait la synchronie entre les tentations d'affiliation de l'AGEUM à la Confédération des syndicats nationaux (CSN) en 1964 et, au même moment en France, le projet (avorté) de faire de l'UNEF une section de la Confédération générale du travail (CGT) (p. 100-101). Voir Robi MORDER (dir.), *Naissance d'un syndicalisme étudiant, 1946: la charte de Grenoble*, Paris, Syllepse, 2006.

81. Voir Jean LAMARRE, « Les relations entre les mouvements étudiants français et québécois au cours des années 1960. Non-ingérence et indifférence », *Globe: revue internationale d'études québécoises*, vol. 15, n^{os} 1-2, 2012, p. 287-316. Voir également mon article : Daniel POITRAS, « L'URSS, Cuba, l'Algérie comme miroirs confrontant. L'appropriation de l'information internationale par les étudiants du Quartier latin en 1959 », *Bulletin d'Histoire Politique*, Vol. 23, n^o 1, automne 2014, p. 82-108.

neutraliser l'effet d'entraînement pour la recherche qu'il peut en tirer⁸². Mettre en jeu les étiquettes consacrées serait un bon point de départ : « Grande noirceur », « Révolution tranquille » ou « crise d'Octobre » au Québec, « gaullisme », « Trente glorieuses » ou « Mai 68 » en France, ces événements-périodes ne se réduisent pas aux seules histoires nationales où ils sont habituellement encadrés et dans lesquels on emboîte volontiers les étudiants, piétaille commode⁸³.

Les mouvements étudiants offrent ici encore un terrain d'étude privilégié. Ouvrant les valves des possibles et souvent en position de rupture avec les générations précédentes, les étudiants sont particulièrement enclins à remettre en question les codes et les frontières morales, à contester les commémorations et les lieux de mémoire et à se moquer des fixations sur certains traits collectifs. Cette méfiance et cette défiance invitent à comparer les pratiques et les discours des étudiants de différents pays⁸⁴. Le comparatisme peut alors déboucher sur une histoire croisée, connectée ou transnationale⁸⁵, à condition de se mesurer à des questions difficiles : quels indicateurs, quelles catégories sont mis de l'avant pour croiser et connecter les mouvements étudiants, et à partir de quels problèmes spécifiques et en combinant de quelles façons les coupes synchroniques et les séquences diachroniques⁸⁶ ? Un champ comme celui de la francophonie, qui se laisse aborder doublement sous l'angle des échanges et des influences et sous celui des représentations et des projections, se prêterait bien à ces questions. Les étudiants



82. C'est ce que proposaient Michael Werner et Bénédicte Zimmermann (Michael WERNER et Bénédicte ZIMMERMANN, « Penser l'histoire croisée : entre empirie et réflexivité », *De la comparaison à l'histoire croisée*, Paris, Seuil, 2004). Le défi, empirique et réflexif, serait alors de relier deux plans souvent séparés : le repérage des propres pratiques et discours étudiants prétendant à (ou témoignant d'une) connexion avec d'autres mouvements étudiants et les propres catégories et jeux d'échelle utilisés par le comparatiste. De cette façon, on se garderait de confondre nos *contextualisations* (modèles, normativité, anticipation rétrospective...) avec les *situations* vécues. Emmanuelle Loyer a réfléchi à ces questions à propos de Mai 68 (Emmanuelle LOYER, « Mai 68 dans le monde : internationales, transnationalisme et jeux d'échelle », Patrick DRAMÉ et Jean LAMARRE (dir.), *1968, des sociétés en crise...*, *op. cit.*, p. 7-18).

83. L'histoire comparée incite à rompre avec le phénomène de « circularité », lequel implique pour Gérard Bouchard la reproduction paresseuse des schémas nationaux consacrés (Gérard BOUCHARD, *Genèse des nations...*, *op. cit.*, p. 47-50).

84. On pourrait à cet égard entreprendre une *histoire du risque* des étudiants, qui sont et furent de féroces critiques du grand récit de la « société assurantielle » de la seconde moitié du XX^e siècle, tout en intégrant le risque dans leurs pratiques et parfois dans leurs horizons afin de secouer certaines finalités sociales et téléologies posées comme implacables (voir David NIGET et Martin PETITCLERC (dir.), *Pour une histoire du risque. Québec, France, Belgique*, Montréal/Rennes, Presses de l'Université du Québec/Presses universitaires de Rennes, 2012).

85. Voir Aline CHARLES et Thomas WIEN, « Le Québec entre histoire connectée et histoire transnationale », *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 14, n° 2, 2011, p. 199-221.

86. Sur ces enjeux, voir notamment Heinz-Gerhard HAUPT et Jürgen KOCKA, « Comparative History: Methods, Aims, Problems », Deborah COHEN et Maura O'CONNOR (dir.), *Comparison and History*, New York/London, Routledge, 2004.

francophones d'Acadie⁸⁷, de l'Ontario français⁸⁸, de la Belgique⁸⁹ ou du Sénégal⁹⁰, pour ne mentionner qu'eux, constituent des cas d'étude susceptibles d'alimenter la comparaison des constructions identitaires des étudiants au Québec à travers affirmation nationale, condition minoritaire et solidarité plus large.

Plusieurs enjeux du comparatisme confluent vers le problème incontournable – particulièrement dans un contexte minoritaire – de l'articulation du local et du global. Dans un article brillant, Timothy S. Brown a étudié comment les représentations du milieu et du monde s'influencent mutuellement chez les étudiants, ce qui affecte l'appropriation des idées, des pratiques et des projets venant d'ailleurs :

we must examine how local actors imagined themselves the world, creating alternative cognitive maps that corresponded to a new type of politics. This approach – situating the local within the global while locating the global at work locally – can enable us to place the history of individual nation-states in a new perspective⁹¹.

Cette mise en perspective permettrait d'éclairer l'une des énigmes de l'époque : le passage fulgurant, en quelques années et dans plusieurs pays, d'un pacifisme/collaborationnisme à une perspective radicale et révolutionnaire au cours des décennies 1960 et 1970. En élargissant le cadre national, on pourrait resituer le mouvement étudiant québécois dans une perspective globale au moyen d'une historicisation plus ample. L'élan catholique et personnaliste du mouvement étudiant, branché au cours des années 1930 à 1950 sur une France « universalisante », se prêterait bien à cet exercice, tout comme le débordement des attentes vers le « *brave new world* » promis par la Révolution tranquille et, par la suite, l'influence de la décolonisation, de la contreculture et de la nouvelle gauche. La supposée exception religieuse du Québec gagnerait à être confrontée à d'autres cadres où les transferts du religieux au

✦ ✦ ✦

87. Joël BELLIVEAU, *Le « moment 68 » et la réinvention de l'Acadie*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2014. L'auteur inscrit le mouvement étudiant acadien au croisement des revendications nationalistes et de la montée de la nouvelle gauche en Occident.

88. Voir Michel BOCK, « Un exemple de "groulxisme" appliqué : l'Association de la jeunesse franco-ontarienne de 1949 à 1960 », *Cahiers Charlevoix*, n° 7, 2007, p. 277-331, et *La jeunesse au Canada français : formation, mouvements et identité*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2007.

89. Voir Mathilde COLLIN, *L'illusion identitaire des étudiants francophones. Le mouvement des étudiants universitaires belges d'expression française (MUBEF), 1961-1974*, Louvain-la-Neuve, Academia, 2008.

90. Patrick DRAMÉ, « Le palais, la rue et l'université en mai 1968 au Sénégal », Patrick DRAMÉ et Jean LAMARRE (dir.), 1968. *Des sociétés en crise...*, op. cit., p. 81-100.

91. Timothy S. BROWN, « "1968" East and West: Divided Germany as a Case Study in Transnational History », *American Historical Review*, vol. 144, février 2009, p. 70.

séculier générèrent également des expériences et des projets. En se tournant vers les États-Unis, on découvrirait notamment une certaine impulsion catholique chez les premiers participants – notamment le leader Tom Hayden – de la Students for a Democratic Society (SDS), dont le célèbre *Manifeste de Port-Huron* (1964) est pétri d'esprit apostolique laïque et d'espoirs par rapport à la régénération sociale et démocratique⁹².

L'alternance des gouvernements constitue une autre piste pour comparer la mobilisation des mouvements étudiants à propos des opportunités politiques⁹³. Pour reprendre le cas des États-Unis et du Québec, est-il possible de faire des parallèles entre la posture des étudiants face à la répression (vécue, parfois magnifiée) sous le maccarthysme et le duplessisme, et entre la représentation de l'ouverture démocratique attendue au cours des années Kennedy et du règne du Parti libéral de Jean Lesage ? Quelles comparaisons peut-on faire qui ne verseraient pas dans la chronique événementielle ou dans un *Zeitgeist* fourre-tout ? En prenant en compte cette inscription, on contribuerait également à décortiquer certains monstres métaphysiques qui tendent à absorber les mouvements étudiants, comme Jonas dans la baleine : le « catholicisme social », la « New Left », la « contre-culture », « Mai 68 », l'« antiaméricanisme », etc. Se faisant, on torpillerait la téléologie faite à partir de la montée irrésistible des années 1960 et on pourrait, comme le suggérerait Gerard J. DeGroot, mieux distinguer entre les récits multiples déployés par les étudiants à partir de *leurs* situations, évitant ainsi de se laisser happer par les récits (cohérents, lisses) construits a posteriori, souvent par les mêmes acteurs⁹⁴.

CONCLUSION

Malgré sa familiarité trompeuse, le mouvement étudiant est un objet complexe qui se situe à la croisée de plusieurs disciplines incluant l'histoire, la sociologie, les sciences politiques, la littérature, l'anthropologie et les sciences de l'éducation. Les historiens auraient tort de négliger les percées effectuées



92. Voir James MILLER, *« Democracy is in the Streets ». From Port Huron to the Siege of Chicago*, New York, Simon et Schuster, 1987. Sur l'apostolat de la compétence, voir Jean-Philippe WARREN et É.-Martin MEUNIER, *Sortir de la « Grande noirceur »...*, *op. cit.*

93. Sur les opportunités politiques, voir l'étude comparée de Dieter RUCHT, « The Impact of National Contexts on Social Movement Structures : A Cross-Movement and Cross-National Comparison », Doug MCADAM *et al.*, *Comparative Perspectives...*, *op. cit.*

94. Gerard J. DEGROOT, *The Sixties Unplugged : A Kaleidoscopic History of a Disorderly Decade*, Boston, Harvard University Press, 2009. Voir aussi Jean LAMARRE et Patrick DRAMÉ (dir.), 1968. *Des sociétés en crise...*, *op. cit.* Cette vigilance permettrait de prendre au sérieux les discours sur le coup et a posteriori, mais sans les passer au crible réducteur de la « véridicité ».

dans les disciplines sœurs. La minceur des hypothèses et des ressources théoriques ainsi que l'absence d'une posture réflexive assumée sont effectivement deux des facteurs qui expliquent pourquoi, malgré quelques travaux pionniers, le champ de recherche sur le mouvement étudiant est encore largement un chantier à entreprendre.

Si un livre comme celui de Marc Simard illustre à quel point une distanciation est nécessaire pour se dégager des lieux communs qui encombrerent ce chantier, loin de nous l'idée de contester le terreau heuristique du présent⁹⁵. Les « raisons d'être du connaître » si chères à Fernand Dumont⁹⁶ sont à même de susciter des questions, des problèmes. C'est l'épuisement du mythe de la rupture de la Révolution tranquille qui a incité Nicole Neatby et Louise Bienvenue à retrouver les élans modernistes de la jeunesse canadienne-française ; c'est la nostalgie des baby-boomers face à leur passé mythifié (et dégonflant les potentialités actuelles) qui a poussé Jean-Philippe Warren à relativiser le « mythe » d'un Mai 68 québécois dans *Une douce anarchie*. L'historiographie a tout à gagner de ces réouvertures critiques du passé, à condition de ne pas négliger – en les instrumentalisant – des expériences de l'histoire qui nous sont accessibles à partir d'un double mouvement de dégagement par rapport aux interprétations dominantes et de disponibilité à un présent qui malmène (heureusement !) nos petites vérités sur la « jeunesse » et les « étudiants ».

✦ ✦ ✦

95. Jean-Philippe Warren s'est penché récemment sur les divisions entre chercheurs par rapport à la grève étudiante de 2012, concluant à une « culture épistémopolitique de la science » (Jean-Philippe WARREN, « Les sous-cultures politiques du savoir. La grève étudiante de 2012 dans le prisme des disciplines universitaires », *Recherches sociographiques*, vol. 54, n° 3, 2013, p. 451-476).

96. Fernand DUMONT, *L'anthropologie en l'absence de l'homme*, Paris, Presses de l'Université Laval, 1981.